

TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

JAARGANG 1970 Nr. 203

A. TITEL

Verdrag tot eenmaking van enige regelen betreffende de strafrechtelijke bevoegdheid in zaken van aanvaring en andere scheepvaartongevallen;

Brussel, 10 mei 1952

B. TEKST

**Convention internationale pour l'unification de certaines règles
relatives à la compétence pénale en matière d'abordage et autres
événements de navigation,
signée à Bruxelles, le 10 mai 1952**

Les Hautes Parties Contractantes,

Ayant reconnu l'utilité de fixer de commun accord certaines règles uniformes sur la compétence pénale en matière d'abordage et autres événements de navigation, ont décidé de conclure une convention à cet effet et ont convenu de ce qui suit:

Article 1

Au cas d'abordage ou de tout autre événement de navigation concernant un navire de mer et qui est de nature à engager la responsabilité pénale ou disciplinaire du capitaine ou de toute autre personne au service du navire, aucune poursuite ne pourra être intentée que devant les autorités judiciaires ou administratives de l'État dont le navire portait le pavillon au moment de l'abordage ou de l'événement de navigation.

Article 2

Dans le cas prévu à l'article précédent, aucune saisie ou retenue du navire ne pourra être ordonnée, même pour des mesures d'instruction, par des autorités autres que celles dont le navire portait le pavillon.

Article 3

Aucune disposition de la présente convention ne s'oppose à ce qu'un État au cas d'abordage ou autre événement de navigation reconnaisse à ses propres autorités, le droit de prendre toutes mesures relatives aux certificats de compétence et licences qu'il a accordés, ou de poursuivre ses nationaux à raison des infractions commises pendant qu'ils étaient à bord d'un navire portant le pavillon d'un autre État.

Article 4

La présente convention ne s'applique pas aux abordages ou autres événements de navigation survenus dans les ports et rades ainsi que dans les eaux intérieures.

En outre, les Hautes Parties Contractantes peuvent au moment de la signature, du dépôt des ratifications ou lors de leur adhésion à la convention, se réserver le droit de poursuivre les infractions commises dans leurs propres eaux territoriales.

**International Convention for the unification of certain rules
relating to penal jurisdiction in matters of collision or other
incidents of navigation,
signed in Brussels, on May 10, 1952**

The High Contracting Parties,

Having recognised the advisability of establishing by agreement certain uniform rules relating to penal jurisdiction in matters of collision or other incidents of navigation, have decided to conclude a Convention for this purpose and thereto have agreed as follows:

Article 1

In the event of a collision or any other incident of navigation concerning a sea-going ship and involving the penal or disciplinary responsibility of the master or of any other person in the service of the ship, criminal or disciplinary proceedings may be instituted only before the judicial or administrative authorities of the State of which the ship was flying the flag at the time of the collision or other incident of navigation.

Article 2

In the case provided for in the preceding Article, no arrest or detention of the vessel shall be ordered, even as a measure of investigation, by any authorities other than those whose flag the ship was flying.

Article 3

Nothing contained in this Convention shall prevent any State from permitting its own authorities, in cases of collision or other incidents of navigation, to take any action in respect of certificates of competence or licences issued by that State or to prosecute its own nationals for offences committed while on board a ship flying the flag of another State.

Article 4

This Convention does not apply to collisions or other incidents of navigation occurring within the limits of a port or in inland waters.

Furthermore the High Contracting Parties shall be at liberty, at the time of signature, ratification or accession to the Convention, to reserve to themselves the right to take proceedings in respect of offences committed within their own territorial waters.

Article 5

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à soumettre à arbitrage tous différends entre États pouvant résulter de l'interprétation ou l'application de la présente Convention, sans préjudice toutefois des obligations des Hautes Parties Contractantes qui ont convenu de soumettre leurs différends à la Cour Internationale de Justice.

Article 6

La présente Convention est ouverte à la signature des États représentés à la neuvième Conférence diplomatique de Droit Maritime. Le procès-verbal de signature sera dressé par les soins du Ministère des Affaires étrangères de Belgique.

Article 7

La présente Convention sera ratifiée et les instruments de ratification seront déposés auprès du Ministère des Affaires étrangères de Belgique qui en notifiera le dépôt à tous les États signataires et adhérents.

Article 8

a. La présente Convention entrera en vigueur entre les deux premiers États qui l'auront ratifiée, six mois après la date du dépôt du deuxième instrument de ratification.

b. Pour chaque État signataire ratifiant la Convention après le deuxième dépôt, celle-ci entrera en vigueur six mois après la date du dépôt de son instrument de ratification.

Article 9

Tout État non représenté à la neuvième Conférence diplomatique de Droit Maritime pourra adhérer à la présente Convention.

Les adhésions seront notifiées au Ministère des Affaires étrangères de Belgique qui en avisera par la voie diplomatique tous les États signataires et adhérents.

La Convention entrera en vigueur pour l'État adhérent six mois après la date de réception de cette notification, mais pas avant la date de son entrée en vigueur telle qu'elle est fixée à l'article 8 *a.*

Article 10

Toute Haute Partie Contractante pourra à l'expiration du délai de trois ans qui suivra l'entrée en vigueur à son égard de la présente Convention, demander la réunion d'une conférence chargée de statuer sur toutes les propositions tendant à la révision de la Convention.

Article 5

The High Contracting Parties undertake to submit to arbitration any disputes between States arising out of the interpretation or application of this Convention, but this shall be without prejudice to the obligations of those High Contracting Parties who have agreed to submit their disputes to the International Court of Justice.

Article 6

This Convention shall be open for signature by the States represented at the Ninth Diplomatic Conference on Maritime Law. The protocol of signature shall be drawn up through the good offices of the Belgian Ministry of Foreign Affairs.

Article 7

This Convention shall be ratified and the instruments of ratification shall be deposited with the Belgian Ministry of Foreign Affairs which shall notify all signatory and acceding States of the deposit of any such instruments.

Article 8

a. This Convention shall come into force between the two States which first ratify it, six months after the date of the deposit of the second instrument of ratification.

b. This Convention shall come into force in respect of each signatory State which ratifies it after the deposit of the second instrument of ratification six months after the date of the deposit of the instrument of ratification of that State.

Article 9

Any State not represented at the Ninth Diplomatic Conference on Maritime Law may accede to this Convention.

The accession of any State shall be notified to the Belgian Ministry of Foreign Affairs which shall inform through diplomatic channels all signatory and acceding States of such notification.

The Convention shall come into force in respect of the acceding State six months after the date of the receipt of such notification but not before the Convention has come into force in accordance with the provisions of Article 8 *a.*

Article 10

Any High Contracting Party may three years after the coming into force of this Convention in respect of such High Contracting Party or at any time thereafter request that a conference be convened in order to consider amendments to the Convention.

Toute Haute Partie Contractante qui désirerait faire usage de cette faculté en avisera le Gouvernement belge qui se chargera de convoquer la conférence dans les six mois.

Article 11

Chacune des Hautes Parties Contractantes aura le droit de dénoncer la présente Convention à tout moment après son entrée en vigueur à son égard. Toutefois, cette dénonciation ne prendra effet qu'un an après la date de réception de la notification de dénonciation au Gouvernement belge qui en avisera les autres Parties Contractantes par la voie diplomatique.

Article 12

a. Toute Haute Partie Contractante peut, au moment de la ratification, de l'adhésion, ou à tout moment ultérieur, notifier par écrit au Gouvernement belge que la présente Convention s'applique aux territoires ou à certains des territoires dont elle assure les relations internationales. La Convention sera applicable aux dits territoires six mois après la date de réception de cette notification par le Ministère des Affaires étrangères de Belgique, mais pas avant la date d'entrée en vigueur de la présente Convention à l'égard de cette Haute Partie Contractante.

b. Toute Haute Partie Contractante qui a souscrit une déclaration au titre du paragraphe a de cet article, pourra à tout moment aviser le Ministère des Affaires étrangères de Belgique que la Convention cesse de s'appliquer au territoire en question. Cette dénonciation prendra effet dans le délai d'un an prévu à l'article 9.

c. Le Ministère des Affaires étrangères de Belgique avisera par la voie diplomatique tous les États signataires et adhérents de toute notification reçue par lui au titre du présent article.

FAIT à Bruxelles, en un seul exemplaire, le 10 mai 1952, en langues française et anglaise, les deux textes faisant également foi.

Pour la République Fédérale d'Allemagne:
For the Federal Republic of Germany:

(s.) Dr. ANTON PFEIFFER

(s.) Dr. GUENTHER JOEL

Pour l'Autriche:
For Austria:

Any High Contracting Party proposing to avail itself of this right shall notify the Belgian Government which shall convene the conference within six months thereafter.

Article 11

Any High Contracting Party shall have the right to denounce this Convention at any time after the coming into force thereof in respect of such High Contracting Party. This denunciation shall take effect one year after the date on which notification thereof has been received by the Belgian Government which shall inform through diplomatic channels all the other High Contracting Parties of such notification.

Article 12

a. Any High Contracting Party may at the time of its ratification of or accession to this Convention or at any time thereafter declare by written notification to the Belgian Ministry of Foreign Affairs that the Convention shall extend to any of the territories for whose international relations it is responsible. The Convention shall six months after the date of the receipt of such notification by the Belgian Ministry of Foreign Affairs extend to the territories named therein, but not before the date of the coming into force of the Convention in respect of such High Contracting Party.

b. A High Contracting Party which has made a declaration under paragraph *a* of this Article extending the Convention to any territory for whose international relations it is responsible may at any time thereafter declare by notification given to the Belgian Ministry of Foreign Affairs that the Convention shall cease to extend to such territory and the Convention shall one year after the receipt of the notification by the Belgian Ministry of Foreign Affairs cease to extend thereto.

c. The Belgian Ministry of Foreign Affairs shall inform through diplomatic channels all signatory and acceding States of any notification received by it under this Article.

DONE at Brussels, in a single copy, May 10, 1952, in the French and English languages, the two texts being equally authentic.

Pour la Belgique:

For Belgium:

- (s.) LILAR
- (s.) J. A. DENOËL
- (s.) H. DE VOS
- (s.) SOHR
- (s.) ANT. FRANCK

Pour le Brésil:
For Brazil:

(s.) A. C. R. GABAGLIA
(*ad referendum*)

Pour le Canada:
For Canada:

Pour la Colombie:
For Colombia:

Pour Cuba:
For Cuba:

Pour le Danemark:
For Denmark:

(s.) N. V. BOEG

Pour l'Égypte:
For Egypt:

Pour l'Espagne:
For Spain:

Ad referendum

(s.) MARQUIS DE MERRY DEL VAL

(s.) PELEGRIN BENITO

(s.) RAFAEL DE LA GUARDIA

(s.) M. GUBERN PUIG

La Délégation espagnole désire, d'accord avec l'article 4 de la Convention sur la compétence pénale en matière d'abordage, se réserver le droit au nom de son Gouvernement, de poursuivre les infractions commises dans ses eaux territoriales.

Pour les États-Unis d'Amérique:
For the United States of America:

Pour la Finlande:
For Finland:

Pour la France:
For France:

(s.) PHILIPPE MONOD

Au nom du Gouvernement de la République Française je déclare formuler la réserve prévue à l'article 4, paragraphe 2, de la Convention internationale pour l'unification de certaines règles relatives à la compétence pénale en matière d'abordage.

Pour la Grèce:
For Greece:

(s.) DIMITRI CAPSALIS

(s.) G. MARIDAKIS

Pour l'Indonésie:
For Indonesia:

Pour l'Italie:
For Italy:

(s.) TORQUATO C. GIANNINI

Pour le Japon:
For Japan:

Pour le Liban:
For Lebanon:

Pour Monaco:
For Monaco:

(s.) M. LOZÉ

Pour le Nicaragua:
For Nicaragua:

(s.) J. RIVAS

Pour la Norvège:
For Norway:

Pour les Pays-Bas:
For the Netherlands:

Pour le Pérou:
For Peru:

Pour le Portugal:
For Portugal:

Pour le Royaume-Uni:
For the United Kingdom:

- (s.) G. ST. CL. PILCHER
- (s.) C. P. SCOTT-MALDEN
- (s.) A. H. KENT

1. Her Majesty's Government in the United Kingdom reserves the right not to apply the provisions of Article 1 of this Convention in any case where there exists between Her Majesty's Government and the Government of any other State an agreement which is applicable to a particular collision or other incident of navigation and is inconsistent with that Article.

2. Her Majesty's Government in the United Kingdom reserves the right under Article 4 of this Convention to take proceedings in respect of offences committed within the territorial waters of the United Kingdom.

Pour le Saint-Siège:
For the Holy See:

Pour la Suède:
For Sweden:

Pour la Suisse:
For Switzerland:

Pour la Thaïlande:
For Thailand:

Pour la Turquie:
For Turkey:

Pour l'Uruguay:
For Uruguay:

Pour le Venezuela:
For Venezuela:

Pour la Yougoslavie:
For Yugoslavia:

sous réserve de ratification ultérieure et acceptant la réserve prévue à l'article 4 de cette Convention.

(s.) P. NIKOLIĆ

Vervolgens is het Verdrag nog in overeenstemming met artikel 6 ondertekend voor:

de Staat Vaticaanstad	4 februari 1954
Libanon	25 mei 1954
Egypte	6 januari 1955
onder het voorbehoud voorzien in artikel 4, tweede lid, van het Verdrag	
Portugal	16 oktober 1956
onder het voorbehoud voorzien in artikel 4, tweede lid, van het Verdrag	
het Koninkrijk der Nederlanden	8 december 1970
onder het volgende voorbehoud:	
„Conformément à l'article 4 de cette Convention, le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas se réserve le droit de poursuivre les infractions commises dans ses propres eaux territoriales.”.	

C. VERTALING

Verdrag tot eenmaking van enige regelen betreffende de strafrechtelijke bevoegdheid in zaken van aanvaring en andere scheepvaartongevallen, ondertekend te Brussel op 10 mei 1952

De Hoge Verdragsluitende Partijen,

De wenselijkheid erkend hebbende in gemeen overleg enige eenvormige regelen vast te stellen betreffende de strafrechtelijke bevoegdheid in zaken van aanvaring en andere scheepvaartongevallen, hebben besloten te dien einde een verdrag te sluiten en zijn het volgende overeengekomen:

Artikel 1

In geval van een aanvaring of van enig ander scheepvaartongeval, waarbij een zeeschip is betrokken en waarbij de strafrechtelijke of tuchtrechtelijke aansprakelijkheid van de kapitein of van enige andere persoon in dienst van het schip in het geding is, kan een strafrechtelijke of tuchtrechtelijke vervolging alleen worden ingesteld ten overstaan van de gerechtelijke of administratieve autoriteiten van de Staat waarvan het schip op het tijdstip van de aanvaring of een ander scheepvaartongeval de vlag voerde.

Artikel 2

In het geval bedoeld in het voorgaande artikel kan een schip niet worden in beslag genomen noch worden vastgehouden, zelfs niet bij wijze van maatregel van onderzoek, door de autoriteiten van een ander land dan dat welks vlag het schip voerde.

Artikel 3

Geen bepaling van dit Verdrag belet een Staat zijn eigen autoriteiten de bevoegdheid te verlenen in geval van aanvaring of van een ander scheepvaartongeval maatregelen te treffen met betrekking tot de bewijzen van bevoegdheid en de vergunningen die hij heeft verleend, of zijn eigen onderdanen te vervolgen voor overtredingen die zij hebben begaan terwijl zij zich aan boord bevonden van een schip dat de vlag van een andere Staat voerde.

Artikel 4

Dit Verdrag is niet van toepassing op aanvaringen of andere scheepvaartongevallen die hebben plaatsgevonden in havens, op reden en op binnenwateren.

Daarnevens kunnen de Hoge Verdragsluitende Partijen bij de ondertekening, bij de nederlegging van de akten van bekrachtiging of van toetreding tot het Verdrag zich het recht voorbehouden overtredingen te vervolgen die op hun eigen territoriale wateren zijn begaan.

Artikel 5

De Hoge Verdragsluitende Partijen nemen de verplichting op zich alle geschillen tussen Staten die kunnen voortvloeien uit de uitlegging of de toepassing van dit Verdrag aan een scheidsrechterlijke uitspraak te onderwerpen, onverminderd evenwel de verplichtingen van de Hoge Verdragsluitende Partijen die zijn overeengekomen hun geschillen voor te leggen aan het Internationale Hof van Justitie.

Artikel 6

Dit Verdrag staat ter ondertekening open voor de Staten, vertegenwoordigd op de negende Diplomatieke Zeerechtconferentie. Het proces-verbaal van ondertekening wordt opgemaakt door de zorg van het Ministerie van Buitenlandse Zaken van België.

Artikel 7

Dit Verdrag dient te worden bekrachtigd en de akten van bekrachtiging worden nedergelegd bij het Ministerie van Buitenlandse Zaken van België; dit geeft van die nederlegging kennis aan alle ondertekenende en toetredende Staten.

Artikel 8

a) Dit Verdrag treedt in werking zodra twee Staten het hebben bekrachtigd, zes maanden na de datum van nederlegging van de tweede akte van bekrachtiging.

b) Voor elke ondertekenende Staat die het Verdrag bekrachtigt na de nederlegging van de tweede akte van bekrachtiging treedt het in werking zes maanden na de datum van nederlegging van zijn akte van bekrachtiging.

Artikel 9

Elke Staat die niet vertegenwoordigd is geweest op de negende Diplomatieke Zeerechtconferentie, kan tot dit Verdrag toetreden.

De toetredingen worden medegedeeld aan het Ministerie van Buitenlandse Zaken van België; dit stelt langs de diplomatieke weg alle ondertekenende en toetredende Staten daarvan in kennis.

Het Verdrag treedt voor de toetredende Staat in werking zes maanden na ontvangst van die mededeling, doch niet vóór de dag van zijn inwerkingtreding overeenkomstig het bepaalde in artikel 8, a).

Artikel 10

Elke Hoge Verdragsluitende Partij kan, na verloop van drie jaar na de inwerkingtreding van dit Verdrag te haren opzichte, de bijeenroeping verzoeken van een Conferentie die tot taak zal hebben te beslissen over voorstellen tot herziening van dit Verdrag.

Elke Hoge Verdragsluitende Partij die van deze bevoegdheid gebruik wenst te maken doet daarvan mededeling aan de Belgische Regering; deze belast zich met het bijeenroepen van de Conferentie binnen zes maanden.

Artikel 11

Elke Hoge Verdragsluitende Partij heeft het recht dit Verdrag op elk tijdstip nadat het voor haar in werking is getreden op te zeggen. Deze opzegging wordt van kracht een jaar na de datum van ontvangst door de Belgische Regering van de kennisgeving van opzegging; deze stelt de andere Verdragsluitende Partijen langs de diplomatieke weg daarvan in kennis.

Artikel 12

a) Elke Hoge Verdragsluitende Partij kan bij de bekrachtiging van of de toetreding tot dit Verdrag of op elk later tijdstip de Belgische Regering er schriftelijk van in kennis stellen dat dit Ver-

drag toepasselijk is op alle gebieden of op bepaalde gebieden voor welker internationale betrekkingen zij verantwoordelijk is. Het Verdrag wordt op die gebieden van toepassing zes maanden na de datum van ontvangst van die mededeling door het Ministerie van Buitenlandse Zaken van België, doch niet vóór de dag van inwerking-treding van dit Verdrag ten opzichte van die Hoge Verdragsluitende Partij.

b) Iedere Hoge Verdragsluitende Partij die een verklaring heeft afgelegd als bedoeld onder a) van dit artikel kan op elk tijdstip het Ministerie van Buitenlandse Zaken van België ervan in kennis stellen dat het Verdrag niet langer op het desbetreffende gebied van toepassing is. Deze opzegging wordt van kracht na verloop van een jaar na de ontvangst van de mededeling door het Ministerie van Buitenlandse Zaken van België.

c) Het Ministerie van Buitenlandse Zaken van België stelt langs de diplomatieke weg alle ondertekenende en toetredende Staten in kennis van elke mededeling die het heeft ontvangen ingevolge dit artikel.

GEDAAN te Brussel de 10de mei 1952 in één exemplaar in de Franse en de Engelse taal, zijnde beide teksten gelijkelijk authentiek.

(Voor de ondertekeningen zie blz. 6 e.v. van dit Tractatenblad.)

D. GOEDKEURING

Het Verdrag behoeft ingevolge artikel 60, tweede lid, van de Grondwet de goedkeuring van de Staten-Generaal, alvorens te kunnen worden bekrachtigd.

E. BEKRACHTIGING

Door de volgende Staten is, in overeenstemming met artikel 7 van het Verdrag, een akte van bekrachtiging bij de Belgische Regering nedergelegd:

Spanje	8 december 1953
onder bevestiging van het bij de ondertekening gemaakte voorbehoud.	
Frankrijk	20 mei 1955
Egypte	24 augustus 1955
onder bevestiging van het bij de ondertekening gemaakte voorbehoud.	

Zuidslavië	21 april 1956
de Staat Vaticaanstad.....	10 augustus 1956
Portugal	4 mei 1957
het Verenigd Koninkrijk van Groot- Brittannië en Noord-Ierland	18 maart 1959

onder de volgende voorbehouden:

„The Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland reserve the right not to observe the provisions of Article 1 of the said Convention in the case of any ship if the State whose flag the ship was flying has as respects that ship or any class of ship to which that ship belongs consented to the institution of criminal or disciplinary proceedings before the judicial or administrative authorities of the United Kingdom.

The Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland reserve the right in extending the said Convention to any of the territories for whose international relations they are responsible to make such extension subject to the reservation provided for in Article 4 of the said Convention.”

Voorts maakte de Britse Regering het voorbehoud, voorzien in artikel 4, tweede lid.

België	10 april 1961
onder het voorbehoud voorzien in artikel 4, tweede lid	
Griekenland	15 maart 1965

F. TOETREDING

Door de volgende Staten is, in overeenstemming met artikel 9, tweede alinea, van het Verdrag een akte van toetreding bij de Belgische Regering nedergelegd:

Birma	8 juli 1953
Zwitserland	28 mei 1954
Haiti	17 september 1954
Costa Rica	13 juli 1955

onder het volgende voorbehoud:

„El Gobierno de Costa Rica no reconoce obligatoriedad de los artículos 1° y 2° del presente Convenio.”

Vietnam	26 november 1955
onder het voorbehoud voorzien in artikel 4, tweede lid	
Kambodja	12 november 1956
onder het voorbehoud voorzien in artikel 4, tweede lid	
Argentinië	19 april 1961
onder het voorbehoud voorzien in artikel 4, tweede lid, en onder vaststelling dat onder het daarin gebezigde woord „overtredingen” mede wordt verstaan aanvaringen en elk ander in artikel 1 van het Verdrag bedoeld ongeval in de scheepvaart.	

de Bondsrepubliek Nigeria 7 november 1963

onder het volgende voorbehoud:

„The Government of the Federal Republic of Nigeria reserve the right not to implement the provisions of Article 1 of the Convention in any case where that Government has an agreement with any other State that is applicable to a particular collision or other incident of navigation and if such agreement is inconsistent with the provisions of the said Article 1.”

Voorts maakte de Regering van Nigeria het voorbehoud voorzien in artikel 4, tweede lid.

de Democratische Republiek Kongo 17 juli 1967

Paraguay 22 november 1967

G. INWERKINGTREDING

De bepalingen van de Overeenkomst zijn ingevolge artikel 8, letter (a), c.q. artikel 9, derde lid, op 20 november 1955 in werking getreden voor Birma, Haïti, Frankrijk, Spanje en Zwitserland. Voor de Staten die het Verdrag na 20 mei 1955 bekrachtigen dan wel daartoe toetreden, treden zij ingevolge artikel 8, letter (b), c.q. artikel 9, derde lid, in werking zes maanden na de nederlegging van de desbetreffende akte van bekrachtiging of toetreding. Voor de gebieden waarop de bepalingen van het Verdrag in overeenstemming met artikel 12, letter (a), van toepassing zijn verklaard, treden zij in werking zes maanden na de ontvangst door de Belgische Regering van een mededeling terzake.

Wat het Koninkrijk der Nederlanden betreft, zal het Verdrag voor het gehele Koninkrijk gelden.

H. TOEPASSELIJKVERKLARING

In overeenstemming met artikel 12, letter (a), van het Verdrag zijn de bepalingen van het onderhavige Verdrag toepasselijk verklaard door:

Frankrijk op:

de Overzeese Gebiedsdelen 23 april 1958

de Republiek Togo 23 april 1958

het trustgebied Kameroen 23 april 1958

het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland op:

Serawak 28 augustus 1962

onder het volgende voorbehoud:

„The Government of Sarawak reserves the right not to observe the provisions of Article 1 of the said Convention in the case of any ship if the State whose flag the ship was flying has as respects that ship or any class of ship to which that ship belongs consented to the institution of criminal or disciplinary proceedings before judicial or administrative authorities in Sarawak.”

Voorts maakte de Regering van Serawak het voorbehoud voorzien in artikel 4, tweede lid.

Brits-Guyana, de Fidji-eilanden, Gibraltar,
Hong-Kong, Mauritius, Noord-Borneo
en de Seychellen 29 maart 1963

onder het volgende voorbehoud:

„The Government of British Guiana, Fiji, Gibraltar, Hong Kong, Mauritius, North Borneo and the Seychelles reserve the right not to observe the provisions of Article 1 of the said Convention in the case of any ship if the State whose flag the ship was flying has as respects that ship or any class of ship to which that ship belongs consented to the institution of criminal or disciplinary proceedings before judicial or administrative authorities in British Guiana, Fiji, Gibraltar, Hong Kong, Mauritius, North Borneo and the Seychelles respectively.”

De betrokken Regeringen maakten voorts het voorbehoud voorzien in artikel 4, tweede lid.

de Britse Maagden-eilanden 29 mei 1963

onder het volgende voorbehoud:

„The Government of the British Virgin Islands reserve the right not to observe the provisions of Article 1 of the said Convention in the case of any ship if the State whose flag the ship was flying has as respects that ship or any class of ship to which that ship belongs consented to the institution of criminal or disciplinary proceedings before judicial or administrative authorities in the British Virgin Islands.”

De Regering van de Britse Maagden-eilanden maakte voorts het voorbehoud voorzien in artikel 4, tweede lid.

de Bermuda-eilanden 30 mei 1963

onder het volgende voorbehoud:

„The Government of Bermuda reserve the right not to observe the provisions of Article 1 of the said Convention in the case of any ship if the State whose flag the ship was flying has as respects that ship or any class of ship to which that ship belongs consented to the institution of criminal or disciplinary proceedings before judicial or administrative authorities in Bermuda.”

De Regering van de Bermuda-eilanden maakte voorts het voorbehoud voorzien in artikel 4, tweede lid.

Antigua, de Cayman-eilanden, de Bahama-
eilanden, Dominica, Grenada, Mont-
serrat, St. Christopher-Nevis-Anguilla,
St. Helena, St. Lucia, St. Vincent . . 12 mei 1965

onder het volgende voorbehoud:

“(a) The Governments of Antigua, the Cayman Islands, the Bahamas, Dominica, Grenada, Montserrat, St. Christopher-Nevis-Anguilla, St. Helena, St. Lucia and St. Vincent reserve the right not to observe the provisions of Article 1 of the said Convention in the case of any ship if the State whose flag the ship was flying has as respects that ship or any class of ship to which that ship belongs assented to the institution of criminal or disciplinary proceedings before judicial or administrative authorities in Antigua, the Cayman Islands, the Bahamas, Dominica, Grenada, Montserrat, St. Christopher-Nevis-Anguilla, St. Helena, St. Lucia, and St. Vincent.”

De betrokken Regeringen maakten voorts het voorbehoud voorzien in artikel 4, tweede lid.

Brits-Honduras, het protectoraat van de
 Britse Salomons-eilanden, de kolonie
 van de Gilbert- en Ellice-eilanden en
 de Turks- en Caicos-eilanden 21 september 1965

onder het volgende voorbehoud:

“(a) the right not to observe the provisions of Article 1 of the said Convention in the case of any ship if the State whose flag the ship was flying has, as respects that ship or any class of ship to which that ship belongs, consented to the institution of criminal and disciplinary proceedings before judicial or administrative authorities of their respective territories.”.

De betrokken Regeringen maakten voorts het voorbehoud voorzien in artikel 4, tweede lid.

Guernsey 8 december 1966

onder de volgende voorbehouden:

“(a) The Guernsey authorities reserve the right not to observe the provisions of Article 1 of the said Convention in the case of any ship if the State whose flag the ship is flying, has, in respect that ship or any class of ship to which that ship belongs, consented to the institution of criminal and disciplinary proceedings before judicial or administrative authorities in their respective territories;

(b) The Guernsey authorities reserve the right under Article 4 of the said Convention to take proceedings in respect of offences committed within the territorial waters of Guernsey.”.

de Falkland-eilanden en
 onderhorigheden 17 oktober 1969

onder het volgende voorbehoud:

“(a) The Falkland Islands and its Dependencies reserve the right not to observe the provisions of Article 1 of the said Convention in the case of any ship if the State whose flag the ship is flying, has, as respects that ship or any class of ship to which that ship belongs, consented to the institution of criminal and disciplinary proceedings before judicial or administrative authorities in their respective territories.”.

De Regering van de Falkland-eilanden en onderhorigheden maakte voorts het voorbehoud voorzien in artikel 4, tweede lid.

J. GEGEVENS

In overeenstemming met artikel 102 van het Handvest der Verenigde Naties is het onderhavige Verdrag op 2 oktober 1962 geregistreerd bij het Secretariaat der Verenigde Naties onder nr. 6332. De tekst van het Verdrag is geplaatst in „Recueil des Traités” van de Verenigde Naties, deel 439, blz. 233 e.v.

Het onderhavige Verdrag is vastgesteld tijdens de van 2 tot 10 mei 1952 te Brussel gehouden Negende Zitting van de Diplomatieke Conferentie inzake het zeerecht.

Tijdens de te Brussel gehouden Diplomatieke Conferenties inzake het zeerecht zijn tot dusverre, behalve het onderhavige Verdrag, de volgende Verdragen tot stand gebracht:

Verdrag tot het vaststellen van enige eenvormige regelen betreffende aanvaring (23 september 1910). Tekst en vertaling van het Verdrag zijn geplaatst in *Stb.* 1913, 74. Zie ook, laatstelijk, *Trb.* 1965, 223.

Verdrag tot het vaststellen van enige eenvormige regelen betreffende hulp en berging (23 september 1910). Tekst en vertaling van het Verdrag zijn geplaatst in *Stb.* 1913, 75. Zie ook, laatstelijk, *Trb.* 1965, 224.

Verdrag ter vaststelling van enige eenvormige regelen betreffende het cognossement (25 augustus 1924). De tekst van het Verdrag is geplaatst in *Trb.* 1953, 109. Zie ook, laatstelijk, *Trb.* 1965, 225.

Verdrag tot het vaststellen van enige eenvormige regelen nopens de beperking van de aansprakelijkheid van eigenaren van zeeschepen (25 augustus 1924) ¹⁾. De tekst van het Verdrag is afgedrukt in „Recueil des Traités” van de Volkenbond, deel CXX, pag. 123 e.v.

Verdrag tot eenmaking van enige regelen inzake scheepsvoorrechten en scheepshypotheken (10 april 1926). De tekst van het Verdrag is geplaatst in *Trb.* 1959, 51. Zie ook *Trb.* 1965, 226.

Verdrag tot het vaststellen van enige eenvormige regelen betreffende de immuniteit van staatsschepen (10 april 1926) met Toegevoegd Protocol (24 mei 1934). Tekst en vertaling van Verdrag en Protocol zijn geplaatst in *Stb.* 1936, 98. Zie ook, laatstelijk, *Trb.* 1965, 227.

Verdrag tot het brengen van eenheid in enige bepalingen inzake het conservatoir beslag op zeeschepen (10 mei 1952) ¹⁾. De tekst van het Verdrag is afgedrukt in „Recueil des Traités” van de Verenigde Naties, deel 439, blz. 193 e.v.

Verdrag tot het brengen van eenheid in enige bepalingen betreffende de bevoegdheid in burgerlijke zaken op het stuk van aanvaringen (10 mei 1952) ¹⁾. De tekst van het Verdrag is afgedrukt in „Recueil des Traités” van de Verenigde Naties, deel 439, blz. 217 e.v.

Verdrag nopens de beperking van de aansprakelijkheid van eigenaren van zeeschepen (10 oktober 1957). De tekst van het Verdrag is geplaatst in *Trb.* 1958, 46. Zie ook *Trb.* 1968, 95.

Internationaal Verdrag betreffende verstekelingen (10 oktober 1957) ¹⁾. De tekst van het Verdrag is afgedrukt in de „Conventions

1) Het Koninkrijk der Nederlanden is niet Partij bij dit Verdrag.

de droit maritime (Conventions de Bruxelles)", een uitgave van de Dienst der Verdragen van het Belgische Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel (1964).

Verdrag tot eenmaking van enige regelen inzake het vervoer van reizigers overzee (29 april 1961). De tekst van het Verdrag is geplaatst in *Trb.* 1962, 71. Zie ook, laatstelijk, *Trb.* 1965, 228.

Verdrag inzake de aansprakelijkheid van exploitanten van nucleaire schepen, met Aanvullend Protocol (25 mei 1962) ¹⁾. Tekst en vertaling van Verdrag en Aanvullend Protocol zijn geplaatst in *Trb.* 1968, 90.

Internationaal Verdrag tot eenmaking van enige regelen inzake scheepsvoorrechten en scheepshypotheken (27 mei 1967) ¹⁾.

Internationaal Verdrag tot eenmaking van zekere regelen inzake vervoer van passagiersgoederen over zee (27 mei 1967) ¹⁾.

Protocol tot herziening van het op 23 september 1910 te Brussel tot stand gekomen Verdrag tot het vaststellen van enige eenvormige regelen betreffende hulp en berging (27 mei 1967) ¹⁾.

Internationaal Verdrag betreffende de inschrijving van rechten inzake op stapel staande schepen (27 mei 1967) ¹⁾.

Protocol houdende wijziging van het op 25 augustus 1924 te Brussel tot stand gekomen Internationaal Verdrag ter vaststelling van enige eenvormige regelen betreffende het cognossement (23 februari 1968) ¹⁾.

¹⁾ Het Koninkrijk der Nederlanden is niet Partij bij dit Verdrag.

Uitgegeven de vijftiende december 1970.

De Minister van Buitenlandse Zaken a.i.,
DE JONG.